

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

**Epidémie de Covid-19 - Exonérations de loyers perçus par la Ville de Montpellier
afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire -
Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier comme tous les territoires est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences importantes pour son tissu économique. Les mesures de confinement nécessaires à l'endiguement de la seconde vague de l'épidémie de Covid-19 ont très durement touché les acteurs économiques du territoire, en ralentissant fortement et durablement leur activité.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir et accompagner les occupants de ses bâtiments à vocation économique. Déployant toutes les ressources à sa disposition pour accompagner l'ensemble de ces acteurs dans cette période éprouvante, la ville de Montpellier propose de mettre en place une exonération des loyers du mois de novembre 2020 (hors taxe et hors charges) de certains partenaires.

Cette aide sera plafonnée à un montant maximum de 5 000 € TTC/mois

Ne sont pas concernés par ce dispositif d'aide à l'immobilier les titulaires d'un titre d'occupation conféré par un contrat de la commande publique, les concessionnaires et délégataires de service public de la ville de Montpellier, les sociétés sportives au sens des articles R122-1 et suivants du Code du Sport, ainsi que les occupants du domaine public immatériel de la ville, les loyers aux parkings, les associations loi 1901 ainsi que les autorisations consenties à des fins de publicité (enseignes et pré-enseignes comprises).

Dans le cas où la redevance d'occupation est scindée en une part fixe et une part variable, seule la part fixe est prise en charge au titre de la présente aide.

Sont concernés, les locataires de la ville répondant aux critères suivants :

- Être à jour du paiement des appels de loyers ou titres de recettes émis avant le 1^{er} juin 2020 relatifs aux loyers ou redevances dus à la ville de Montpellier au titre de l'autorisation d'exercer une activité économique au sein des locaux et/ou espaces. Cette condition s'apprécie à la date de publication de la présente délibération.

- Être à jour de leurs obligations sociales et fiscales au sens de l'article R1511-4-2 du Code général des collectivités territoriales, et ne pas être sous le coup d'une des procédures prévues par les articles L.611-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux entreprises en difficulté, à la date d'ouverture de l'état d'urgence sanitaire,

- Ne pas dépasser un des trois seuils définissant la catégorie des P.M.E. au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 et du décret n° 2008-1354, susvisés. Ces seuils sont calculés sur la base des chiffres et effectifs de l'entreprise occupante auxquels viennent s'ajouter les chiffres et effectifs de toutes les personnes physiques et morales détenues par elle ou dont elle dépend, de façon directe ou indirecte, ce qui comprend notamment le cas des succursales et holdings.

- Ne pas avoir perçu plus de 800 000 euros d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

L'attribution des aides prévues fera l'objet d'avenant aux conventions entre chaque occupant et la ville Montpellier. La signature de ces avenants est autorisée par la présente délibération.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

Les bénéficiaires pouvant répondre aux critères d'exonérations pour cette seconde vague sont identifiés dans l'**annexe 1** de la présente délibération.

Par ailleurs, il est nécessaire de valider l'exonération des partenaires affectés lors de la période de confinement s'étalant du 17 mars au 10 mai 2020, sur la base des mêmes critères précités, sans plafonnement de 5000 € TTC/mensuel, et pour une durée d'un trimestre.

Les bénéficiaires pouvant répondre aux critères d'exonérations de la première vague sont identifiés dans l'**annexe 2** de la présente délibération.

Enfin, la SARL SEPM Rockstore, titulaire d'un bail commercial avec la Ville de Montpellier, n'a pas pu reprendre son activité depuis le début du confinement, à l'inverse des locataires précédemment cités. Son loyer mensuel est de l'ordre de 3 639 €. Il est ainsi proposé pour cette société de l'exonérer de loyer à compter du 17 mars, et jusqu'à l'autorisation de réouverture de son établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conditions d'exonération de loyers des occupants de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la signature d'avenants aux baux figurant dans le tableau en annexe 1, pour permettre l'exonération de loyers pendant la seconde vague de l'épidémie ;
- d'autoriser la signature d'avenants aux baux figurant dans le tableau en annexe 2, pour permettre la régularisation des exonérations de loyers pendant la première période de confinement ;
- d'autoriser la signature d'un avenant avec la SARL SEPM Rockstore prévoyant une exonération à compter du 17 mars et jusqu'à l'autorisation de réouverture de son établissement ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies ;
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 bail civil Mad Films 2020.pdf
- Avenant n°1 bail commercial Cycles SH 2020.doc
- Avenant n°1 bail emphytéotique SCI Medit Castellane 2020.doc
- Avenant n°1 Conv Occ domaine Public La Diligence 2020.doc
- Avenant n°2 bail commercial Rockstore 2020.doc
- Avenant n1 Conv de location Carrosserie St Michel 2020.doc
- Avenant n1 Conv de Location IGS 2020.doc
- DCM Exonérations loyers COVID 2020 - Annexe 1 pdf
- DCM Exonérations loyers COVID 2020 - Annexe 2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-148401-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.